



Déclaration de la CGT Éduc'action Paris

CSA de l'Académie de Paris

Mardi 16 septembre 2025

Nous souhaitons commencer notre déclaration par le suicide, le jour de la rentrée, de notre collègue Caroline Grandjean, enseignante et directrice d'école dans le Cantal. Cet acte dramatique qui a profondément marqué la communauté éducative est le résultat de mois de souffrance et d'isolement. Il est malheureusement la preuve que des actes homophobes ignobles et récurrents peuvent tuer. Il met également en lumière la nécessité pour l'Education nationale de mieux accompagner, de mieux soutenir et de mieux préserver ses personnels contre toutes les attaques qu'ils subissent dans le cadre professionnel.

Cette rentrée est marquée par un contexte international belliciste avec le génocide qui se poursuit à Gaza, les menaces guerrières aux portes de l'Europe qui voit également monter partout l'extrême-droite, sans parler des Etats-Unis où, avec Trump, la chasse aux sans-papiers est désormais totalement décomplexée.

C'est dans ce contexte déjà particulièrement plombé que François Bayrou s'est arc-bouté sur un budget d'une grande violence : suppression de deux jours fériés, déremboursement de consultations médicales et de médicaments, gel des pensions et des prestations sociales, coupes budgétaires dans la fonction publique avec suppression de 3000 postes d'agents, privatisations, nouvelle attaque contre l'assurance chômage, nouveau projet de loi contre le droit du travail et on en passe...

Pourfendeur de la dette publique et d'un État jugé obèse, il n'a pourtant pas hésité à poursuivre une politique de l'offre inefficace qui gave les entreprises privées, les actionnaires et les plus riches alors que pour les classes moyennes et populaires il faudrait faire un régime draconien. Comment justifier que l'État alloue 211 milliards d'aides aux entreprises sans jamais en évaluer l'efficacité ? Même en considérant les chiffres donnés par le très libéral think-tank IFRAP, ces cadeaux dépassent largement les 100 milliards, bien plus que le budget de l'Éducation ! Comment justifier les cris d'orfraie des plus riches qui seraient prétendument dépouillés par le paiement d'un impôt de 2%, taux qui reste largement inférieur à celui appliqué aux classes moyennes ?

Sans surprise, le jusqu'au-boutisme de François Bayrou plonge la France dans une période d'instabilité politique. En nommant Sébastien Lecornu, Emmanuel Macron provoque une nouvelle fois, en ignorant superbement la gauche et en lançant des œillades à la droite. Aujourd'hui la colère du monde du travail comme

de la majorité de la population est palpable. Elle se mesure à l'aune de la situation extrêmement grave imputable aux orientations libérales de ces dernières années, mais aussi de l'acharnement à poursuivre une politique du fiasco fourbissant les armes du capital tout en finançant la guerre et en affaiblissant les services publics.

Ces choix politiques ont évidemment des conséquences dans notre secteur de l'éducation qui se retrouve en grande difficulté. La rentrée des classes à peine achevée, dans des conditions difficiles avec des personnels manquant à l'appel dans de nombreuses écoles, établissements et services faute de moyens humains, cette rentrée ne s'annonce pas bonne, voire pire que les précédentes.

C'est particulièrement vrai pour nos collègues AESH et l'inclusion scolaire. Dans trop de PIAL, c'est la gestion de la pénurie qui prime avec des déplacements intempestifs de collègues d'un établissement à l'autre ou la confusion volontaire des aides individualisées et mutualisées. Déshabiller Pierre pour mal habiller Paul devient une triste norme de même que le manque de places dans les dispositifs ULIS. Pour lutter contre le manque de moyens humains lié à des démissions et aux difficultés de recrutement, il est indispensable d'endiguer la détérioration des conditions d'exercice des AESH, d'augmenter leurs salaires et de reconnaître pleinement ce métier en créant un statut de fonctionnaire.

Malheureusement, le dogme des économies faites sur le dos des personnels sévit à l'image des fermetures de classes, du gel du point d'indice ou de la modification des décrets relatifs à l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves. Pourtant, on le sait, des personnels moins bien payés, moins nombreux, plus précarisés, ce sont des métiers qui n'attirent plus et une école publique fragilisée.

Qui sera nommée à la tête de notre ministère ? Sincèrement, les collègues n'en attendent plus grand-chose si la politique mise en œuvre ne change pas radicalement.

Stopper la casse des lycées professionnels, y mettre fin au parcours en Y, abandonner définitivement l'idée des groupes de niveaux en collège, cesser de dévoyer les missions des personnels comme nous allons le voir pendant ce CSA avec les CFC transformés en CFP, laisser aux acteurs de terrain un vrai pouvoir de décision, à l'opposé du décret du 31 juillet renforçant l'influence des préfets dans les décisions éducatives, en finir avec la multiplication de « référents » sans dotation à hauteur des besoins, ne pas précariser toujours plus les collègues comme avec le Contrat sur Zone de Remplacement pour les personnels non-titulaires ... voilà une liste malheureusement non exhaustive de priorité.

Pour qu'elles soient mises en œuvre, la CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à rejoindre et à réussir la grève intersyndicale et interprofessionnelle de ce jeudi 18 septembre, à organiser ses suites, pour enfin obtenir des avancées sociales !

Déclaration intersyndicale

Le 1er septembre, toute la communauté enseignante a ressenti une immense tristesse et une très forte colère à la découverte du suicide de notre collègue Caroline Grandjean, victime depuis plusieurs années de harcèlement, d'injures et de menaces à caractère lesbophobe, sur son lieu de travail.

Cette tragédie nous rappelle à quel point la haine et les violences à l'égard des personnes LGBTQIA+, peuvent faire des ravages au cœur de notre société et au sein de notre Ecole. En 2025, l'homophobie tue et c'est insupportable.

Nos organisations syndicales parisiennes, FSU, FO, UNSA, SUD, CGT, CFDT expriment leur profond soutien aux proches et aux collègues de Caroline Grandjean. Elles exigent que la lumière soit faite, au sein de notre institution, sur ce qui a abouti à un tel geste et sur les responsabilités de notre employeur dans la protection de notre collègue, face à ces agressions répétées dans le cadre de ses fonctions.